

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 18/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LIANTS CHARENTAIS SNC**

Boulevard Carnot  
16 200 Jarnac

Références : 2026\_177\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007202971

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement LIANTS CHARENTAIS SNC implanté La Gare, 16 200 Mainxe-Gondeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIANTS CHARENTAIS SNC
- La Gare 16200 Mainxe-Gondeville
- Code AIOT : 0007202971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine a été créée dans les années 1950 et totalement refaite en 2000. Elle appartient aux sociétés Colas, Eiffage et Malet.

L'usine fabrique de l'émulsion de bitume à froid, utilisée essentiellement pour l'entretien et la réparation des voiries.

Le bitume liquide à 150 °C est dépoté et stocké sur le site avec maintien de la température jusqu'à ce qu'il soit mélangé avec de l'acide chlorhydrique et des amines permettant de diminuer sa température d'utilisation (60-70 °C).

L'usine dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20/01/2000, complété par un arrêté complémentaire du 15/07/2013.

À la suite du constat de pollution des sols de parcelles jouxtant le site, des mesures de gestion ont été prescrites par l'arrêté préfectoral du 14/05/2018.

**Contexte de l'inspection :**

- Suites d'inspection 2025

**Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués
- Eaux souterraines

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Mesures de gestion d'une pollution | Arrêté Préfectoral du 14/05/2018, article 2 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                     | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 2  | Mesures de gestion d'une pollution | Arrêté Préfectoral du 14/05/2018, article 3 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire constat sur site des éléments de situation exposée par l'exploitant lors de la réunion du 10/12/2025 : interruption du processus de traitement in situ de la pollution des sols aux hydrocarbures initialement prévu dans l'arrêté préfectoral du 14/05/2018, ainsi que les nouvelles dispositions prises.

Au vu de l'analyse de la situation et des constats de terrain, l'exploitant doit transmettre des éléments complémentaires sur les mesures envisagées à l'appui de sa proposition de « figer » la situation (donc sans poursuite des travaux de dépollution), consistant notamment en des vérifications complémentaires des niveaux de pollution des terres précédemment excavées en attente sur site et sur le renforcement de la surveillance des eaux souterraines et la définition de dispositions envisagées sur la « conservation de la mémoire » de la pollution résiduelle dans les sols (voire des eaux souterraines si un renforcement du suivi est réalisé). Ces éléments sont nécessaires à l'inspection afin de renforcer, voire adapter les dispositions de l'arrêté précité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures de gestion d'une pollution

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/2018, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures spécifiques de gestion de terres polluées  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 12/03/2025</li> <li>suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2025</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les parcelles ZC 51 à 55 sont dépolluées par excavation et évacuation des terres souillées.  |

Les terres polluées sont entreposées sur sol imperméable et protégées des intempéries. Elles sont ensuite évacuées dans des filières déchets adaptées, vers des sociétés dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

Avant remblaiement des zones excavées, ces dernières font l'objet d'un contrôle des teneurs résiduelles des flancs et fond de fouilles afin de valider l'atteinte des objectifs de réhabilitation.

Après validation de l'atteinte des objectifs de réhabilitation, les excavations pourront être remblayées.

Les objectifs de réhabilitation sont les suivants :

| Paramètres    | Objectifs de réhabilitation |
|---------------|-----------------------------|
| HCT (C10-C40) | 500 mg/kg de MS             |
| HAP           | 50 mg/kg de MS              |
| BTEX          | 6 mg/kg de MS               |

Le remblaiement est réalisé avec de la terre permettant le développement de la végétation d'origine.

#### **Rappel de situation depuis la VI du 13/03/2025 :**

L'exploitant a d'abord transmis les documents et informations suivants durant l'été 2025 :

- le niveau d'eau dans les zones concernées ayant diminué, la phase 3 du processus de dépollution des parcelles contaminées par des hydrocarbures avait débuté fin juin 2025, par l'excavation de terres polluées. Parallèlement, avait débuté l'opération de mise en forme des terres devant servir pour le remblaiement des zones correspondant aux premiers travaux de dépollution. Celle-ci consistait en l'apport de terres inertes caractérisées tous les 50 m<sup>3</sup> selon les seuils ISDI de l'arrêté du 12/12/2014, avec apport de sable grossier provenant d'une carrière et de fibres de bois afin de remobiliser les terres des zones contaminées in situ et l'apport de terres végétales
- le bon de commande du 24/07/2025, pour caractérisation des terres d'apport dans le cadre des travaux de dépollution du site prévue semaine 31/2025 avait également été transmis.

L'inspection avait rappelé à l'exploitant la nécessité de tenir informé semestriellement l'inspection des travaux engagés (photos, descriptif,...).

L'exploitant a ensuite sollicité l'inspection en novembre 2025 pour l'organisation d'une réunion qui a eu lieu le 10/12/2025.

Lors de celle-ci, l'exploitant a fait part du fait que l'excavation des terres ne s'est pas déroulée comme attendu dans le protocole de phytoremédiation. En effet, l'excavation de 30 cm de terres et des bords et fonds de fouille a fait apparaître que les terres comportent des masses importantes de goudron et présentent pour beaucoup des valeurs en HCT importantes supérieures au seuil d'acceptation en ISDI (valeurs de 520 à 1 300 mg/kg MS).

Dans ces conditions, le traitement in situ des terres polluées par phytoremédiation s'avère incompatible avec l'atteinte des objectifs de dépollution (valeurs seuils) prévus initialement par l'arrêté préfectoral du 14/05/2018.

L'exploitant a alors interrogé l'inspection sur la nouvelle proposition de gestion de la pollution consistant à figer la situation tout en l'accompagnant de diverses mesures consistant en surveillance et information et au regard d'une évaluation des risques résiduels qu'il a jugés acceptable.

Depuis la réunion, l'exploitant a indiqué avoir procédé à l'évacuation vers une ISDD (enfouissement en centre spécialisé) de 168,96 tonnes de terres excavées avec présence de phase pure, dont la concentration en HCT est élevée vis-à-vis du seuil de l'arrêté ISDI et transmis les

BSDD correspondants.

L'inspection de ce jour a permis de constater :

- que la zone excavée qui s'étend sur plusieurs dizaines de mètres et environ 20 mètres de large, est totalement inondée de même que les zones voisines (photos ci-dessous). Cette situation déjà rencontrée lors de l'inspection précédente (12/03/2025) apparaît récurrente chaque année à cette période et ne permet pas à ce stade d'interventions sur zone (excavations, remblaiement, etc.)
- 3 des 5 piézomètres sont situés à proximité immédiate de la zone impactée par la pollution, et ils sont inopérants pour conclure à l'absence de transfert de pollution vers les eaux souterraines. Ce constat renforce la nécessité de pose de piézomètres complémentaires à distance de la zone impactée par la pollution des sols . Il convient en effet d'évaluer si une contamination des eaux souterraines existe au-delà du réseau actuel de suivi
- une partie des terres excavées est déposée sur plusieurs zones voisines de la zone contaminée
- un stock de terres non bâché, donc soumis aux intempéries, est présent sur une surface en extrémité de la parcelle d'emprise ICPE. Or, il n'a pu être précisé s'il s'agit de terres polluées ou bien de terres saines en prévision du remblaiement, et par conséquent le devenir de ce stock.



Figure 1: rampe d'accès à la zone polluée



Figure 2: stocks de terres polluées excavées



Figure 3: stock de terres polluées excavées



Figure 4: stocks de terres dont la nature est à préciser

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans la situation actuelle, afin de statuer sur la proposition de l'exploitant de « figer » la situation, sans poursuite des travaux de dépollution, l'inspection demande à disposer des informations nécessaires afin d'apporter à l'exploitant des éléments de réponse à sa demande et d'adapter, le cas échéant, les dispositions de l'arrêté précité. Pour cela, il est mandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- réaliser d'une seconde analyse en laboratoire d'un échantillon composite sur les terres dont la concentration en HCT reste proche du seuil de l'arrêté ISDI (exemple 520 mg/kg de MS), et transmission des résultats à l'inspection avant décision d'utilisation en remblaiement
- transmettre un document récapitulatif (revue documentaire des éléments liés à cette pollution depuis sa découverte)
- transmettre une mise à jour de l'étude de vulnérabilité des milieux au regard des informations complémentaires collectées sur la pollution des sols et des eaux souterraines
- transmettre des documents en lien avec le suivi des eaux souterraines intégrant la pose de 2 piézomètres supplémentaires (sujet repris dans le point de contrôle spécifique suivant)
- justifier la nature du stock de terres présent sur une surface en extrémité de la l'emprise ICPE (terres polluées ou terres saines en prévision du remblaiement). S'il s'agit de terres polluées, elles devront être protégées et leur devenir devra être précisé
- présenter, le cas échéant, les dispositions envisagées sur la « conservation de la mémoire » de la pollution résiduelle dans les sols, dans l'éventualité de devoir figer la situation (document Secteur d'Information sur les Sols (SIS) ou servitudes d'utilité publiques).

L'exploitant doit tenir informée l'inspection avant tous nouveaux travaux sur zone, notamment afin de justifier au préalable en cas de nouveaux remblaiements de l'utilisation de matériaux sains ou à minima de terres conformes à l'arrêté du 12/12/2014 (ISDI) sur le plan des HCT (valeur seuil de 500 mg/kg).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Mesures de gestion d'une pollution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/05/2018, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance dans l'environnement

**Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 12/03/2025**

- suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Une surveillance des eaux souterraines est mise en place via les 4 piézomètres déjà implantés ainsi que le puits.

L'analyse des eaux souterraines porte sur les paramètres suivants : HCT, HAP et BTEX.

À compter du début des travaux, les eaux souterraines doivent faire l'objet de 4 campagnes d'analyse sur 1 an afin de vérifier l'efficacité des mesures de gestion.



**Constats :**

Suite au constat que les analyses des eaux souterraines réalisées sur la période de mi-2017 à fin 2020 depuis les quatre piézomètres et le puits font ressortir des taux de pollution significatifs aux hydrocarbures dans les eaux souterraines, il était demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un programme d'investigation complémentaire et de mesures de gestion de la contamination des eaux souterraines.

L'exploitant a ensuite transmis les résultats d'analyse de la qualité des eaux souterraines des 4 piézomètres et du puits pour 2025.

Le rapport d'analyses de juin 2025 ne fait ressortir « aucun impact significatif sur les eaux souterraines, seules des traces en composés organiques (HCT, HAP et/ou BTEX) sur 4 des 5 ouvrages prélevés ont été observés. Celles de septembre 2025, font état d'une seule trace en Hydrocarbures Totaux C10-C40 à hauteur de 0,05 mg/L, relevée sur l'ouvrage PZ2. »

Suites aux échanges lors de la réunion du 10/12/2025, l'inspection a invité l'exploitant à s'assurer que lors des prochaines analyses de suivi de la qualité des eaux, les échantillons sont bien prélevés à plusieurs profondeurs de façon à garantir que les conclusions des analyses (pollution moindre des eaux souterraines) sont fondées – certaines fractions lourdes des hydrocarbures peuvent en effet migrer en profondeur et même dans les sédiments.

L'inspection a également indiqué souhaitable de compléter la surveillance des eaux souterraines par la pose de piézomètres supplémentaires.

L'exploitant s'est engagé dans la démarche de renforcement de cette surveillance.



*Figure 5: Emplacement du piézomètre PZ3*



*Figure 6: Emplacement du piézomètre PZ3*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous trois mois :

- préciser les conditions de prélèvement en profondeur sur les piézomètres existants et pour les 2 à créer
- justifier et préciser l'emplacement et la profondeur des 2 piézomètres prévus en complément en zone fossé nord
- préciser les polluants à analyser, compte-tenu du fait que certains polluants sont des fractions lourdes susceptibles de se retrouver dans les niveaux profonds voire les sédiments.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois